

JOURNAL OFFICIEL

DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 89^e
N° 13.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 30
NO TIUNU 1940.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements français de l'Océanie	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers	5 fr.
Les mêmes renouvelées	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1940 10 fév. Décret approuvant une délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie en date du 14 novembre 1939 relative à l'exonération de la taxe d'importation pour certains bâtiments de mer (Arrêté de promulgation n° 546 a.g.f., du 22 juin 1940)	283
13. fév. Décret relatif à la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre (Arrêté de promulgation n° 546 a.g.f., du 22 juin 1940)	283
14 fév. Décret approuvant le budget local de la colonie pour l'exercice 1940 (Arrêté de promulgation n° 530 a.g.f., du 13 juin 1940)	283
20 fév. Décret relatif à l'application du décret du 10 janvier 1940 réglementant les exportations des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies (Arrêté de promulgation n° 546 a.g.f., du 22 juin 1940). — Le décret du 10 janvier 1940 a été publié au Journal officiel de la Colonie, du 31 mars 1940, page 176.	284
20 fév. Décret étendant aux colonies les dispositions du décret du 1 ^{er} septembre 1939 relatif aux significations d'oppositions et de cessions et rectificatif, suivi du décret du 1 ^{er} septembre 1939 (Arrêté de promulgation n° 546 a.g.f., du 22 juin 1940)	284
23 fév. Arrêté interministériel modifiant celui du 30 novembre 1939 relatif aux opérations prohibées ou autorisées aux colonies et dans les territoires africains sous mandat (Arrêté de promulgation n° 546 a.g.f., du 22 juin 1940)	285
28 fév. Décret relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques (Arrêté de promulgation n° 546 a.g.f., du 22 juin 1940)	286
28 fév. Arrêté interministériel relatif aux échanges commerciaux franco-britanniques dans les colonies et territoires africains sous mandat (Arrêté de promulgation n° 546 a.g.f., du 22 juin 1940)	286

28 fév. Décret approuvant, en ce qui concerne l'assiette, la délibération du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie du 28 septembre 1939 tendant à exonérer des droits d'octroi de mer les insecticides destinés à l'agriculture (Arrêté de promulgation n° 546 a.g.f., du 22 juin 1940)	287
29 fév. Décret approuvant une délibération du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie du 28 septembre 1939 tendant à modifier les droits de douanes sur les insecticides destinés à l'agriculture (Arrêté de promulgation n° 546 a.g.f., du 22 juin 1940)	287
4 mars Décret relatif aux crimes et délits contre l'Etat aux colonies (Arrêté de promulgation n° 546 a.g.f., du 22 juin 1940)	288
6 mars Décret rendant applicable à plusieurs territoires et colonies le décret du 29 novembre 1939 modifiant l'article 310 du code civil suivi du décret du 29 novembre 1939 (Arrêté de promulgation n° 546 a.g.f., du 22 juin 1940)	289
9 mars Décret modifiant celui du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français du décret du même jour prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or (Arrêté de promulgation n° 546 a.g.f., du 22 juin 1940)	289
20 mars Loi abrogeant dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les décrets-lois ayant institué des réductions de 10 % sur les prix des baux et locations et les intérêts de certaines créances hypothécaires et privilégiées (Arrêté de promulgation n° 546 a.g.f., du 22 juin 1940)	290

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1940 13 juin Arrêté n° 525 a.g.f., approuvant le budget supplémentaire de la commune de Papeete pour l'exercice 1940	290
13 juin Arrêté n° 526 a.g.f., portant attribution d'une subvention en faveur du comité d'aide et assistance aux mobilisés de la colonie constitué dans la métropole	291
15 juin Arrêté n° 530 bis c., instituant un comité d'action chargé dans la colonie de recueillir toutes souscriptions volontaires destinées aux besoins de la défense nationale	291
17 juin Décision n° 531 c., portant mutation des infirmiers Doubon et Lanteirès	291

13 juin	Arrêté n° 535 a.p.e., réglementant la circulation des lianes de vanille dans les divers archipels des Etablissements français de l'Océanie autres que Tahiti et Moorea.....	292
13 juin	Arrêté n° 536 c., nommant le médecin-capitaine de Curtion, Chef de la Circonscription administrative des îles Sous-le-Vent, Administrateur-maire de la Commune-mixte d'Uturoa.....	292
18 juin	Décision n° 538 co., fixant la date de mise en recouvrement des rôles principaux de : propriétés bâties, patentes, 40 % de la Chambre de Commerce, taxe sur les asiatiques, voitures, chiens, 40 % de la Commune de Papeete, taxe sur les armes, chiens de la Commune de Papeete, émis au titre de l'exercice 1940.....	292
21 juin	Arrêté n° 545 a.g.f., portant ouverture des délégations économiques et financières en session ordinaire pour l'année 1940 et fixant la durée de cette session....	292
22 juin	Décision n° 547 a.g.f., portant rectification des décisions de reclassement d'agents auxiliaires.....	293
24 juin	Décision n° 551 a.g.f., allouant des subventions à divers organismes de la Colonie.....	293
24 juin	Arrêté n° 552 a.p.e., concernant la déclaration des stocks entreposés hors des magasins.....	293
24 juin	Décision n° 553 c., chargeant M. Pomel, adjoint technique principal de 4 ^e classe des Travaux publics, de la surveillance des prix et ordonnant qu'il soit assermenté pour constater les infractions aux règlements en vigueur.....	294
24 juin	Arrêté n° 554 co., portant annulation d'une liquidation émise au titre de la taxe sur les armes, année 1939, pour une somme de trente francs.....	294
24 juin	Arrêté n° 555 a.g.f., déterminant et affectant le montant des recettes effectuées par la Commune-mixte d'Uturoa en vertu du décret-loi du 16 juillet 1935..	294
	Extraits.....	295

AVIS OFFICIEL

Souscription pour élever un monument au Roi Pomaré V (District de Mahina-Haapape).....	295
--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

DIVERS

Annonces judiciaires.....	295
---------------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 546 a.g.f., promulguant dans la colonie des actes du pouvoir central.
(Du 22 juin 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la circulaire ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1^o) Le décret du 10 février 1940 approuvant une délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie en date du 14 novembre 1939 relative à l'exonération de la taxe d'importation pour certains bâtiments de mer (J.O.R.F. du 16 février 1940, page 1190);

2^o) Le décret du 13 février 1940 relatif à la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre (J.O.R.F. du 16 février 1940, page 1189);

3^o) Le décret du 20 février 1940 relatif à l'application du décret du 10 janvier 1940 réglementant les exportations des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies (J.O.R.F. du 5 mars 1940, page 1625. Le décret du 10-1-40 a été publié au J.O.C. du 31-3-40, page 176);

4^o) Le décret du 20 février 1940 étendant aux colonies les dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux significations d'oppositions et de cessions (J.O.R.F. du 27 février 1940, page 1453 — rectificatif J.O.R.F. du 29 février 1940, page 1496) suivi du décret du 1^{er} septembre 1939 (J.O.R.F. du 2 septembre 1939, page 10970);

5^o) L'arrêté interministériel du 23 février 1940 modifiant celui du 30 novembre 1939 relatif aux opérations prohibées ou autorisées aux colonies et dans les territoires africains sous mandat (J.O.R.F. du 25 février 1940, page 1406);

6^o) Le décret du 28 février 1940 relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques (J.O.R.F. du 29 février 1940, page 1488);

7^o) L'arrêté interministériel du 28 février 1940 relatif aux échanges commerciaux franco-britanniques dans les colonies et territoires africains sous mandat (J.O.R.F. du 29 février 1940, page 1496);

8^o) Le décret du 28 février 1940 approuvant, en ce qui concerne l'assiette, la délibération du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie du 28 septembre 1939 tendant à exonérer des droits d'octroi de mer les insecticides destinés à l'agriculture (J.O.R.F. du 2 mars 1940, page 1555);

9^o) Le décret du 29 février 1940 approuvant une délibération du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie du 28 septembre 1939 tendant à modifier les droits de douanes sur les insecticides destinés à l'agriculture (J.O.R.F. du 12 mars 1940, page 1849);

10^o) Le décret du 4 mars 1940 relatif aux crimes et délits contre l'Etat aux colonies (J.O.R.F. du 8 mars 1940, page 1749);

11^o) Le décret du 6 mars 1940 rendant applicable à plusieurs territoires et colonies le décret du 29 novembre 1939 modifiant l'article 310 du code civil (J.O.R.F. du 9 mars 1940 page 4775), suivi du décret du 29 novembre 1939 (J.O.R.F. du 17-12-39, page 13.996);

12^o) Le décret du 9 mars 1940 modifiant celui du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français du décret du même jour prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or (J.O.R.F. du 16 mars 1940, page 1953);

13^o) La loi du 20 mars 1940 abrogeant dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les décrets-lois ayant institué des réductions de 10 % sur les prix des baux et locations et les intérêts de certaines créances hypothécaires et privilégiées (J.O.R.F. du 22 mars 1940, pages 2134).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCRET relatif à l'exonération de la taxe à l'importation pour les bâtiments de mer (Etablissements français de l'Océanie).

(Du 10 février 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu les articles 18 et 20 du décret du 1^{er} octobre 1932, modifié le 10 juin 1938, instituant des délégations économiques et financières dans les établissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières en date du 14 novembre 1939 relative à l'exonération de la taxe à l'importation pour certains produits,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Est approuvée la délibération susvisée du 14 novembre 1939 de la commission permanente des délégations économiques et financières des établissements français de l'Océanie, portant exonération de la taxe à l'importation pour les bâtiments de mer d'un tonnage brut supérieur à 225 tonnes et pour les matériaux destinés à la construction et au radoubage des navires.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET appliquant aux colonies les décrets des 1^{er} septembre et 23 décembre 1939 relatifs à la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre.

(Du 13 février 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies,

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939, réglant la situation des personnels des administrations, services et établissements de l'Etat, en temps de guerre ; ensemble le décret du 9 septembre 1939, le modifiant ;

Vu le décret du 12 septembre 1939, portant application aux colonies des dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939 susvisé ; ensemble le décret du 25 septembre 1939, étendant aux colonies des dispositions du décret du 9 septembre 1939 susvisé ;

Vu le décret du 23 décembre 1939, modifiant et complétant le décret du 1^{er} décembre 1939,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions du décret du 23 décembre 1939, modifiant et complétant le décret du 1^{er} septembre 1939, modifié par le décret du 9 septembre suivant, relatif à la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre, sont étendues aux fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spé-

ciaux des colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — L'article 2 du décret du 12 septembre 1939 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 2 (nouveau). — Pour le personnel présent dans la colonie, l'indemnité de fonctions prévue à l'article 10 du décret du 1^{er} septembre 1939 sera majorée du supplément colonial.

Quant au personnel retraité, appelé pour servir dans une colonie, il recevra, en sus de l'indemnité différentielle prévue à l'article 11 du décret du 1^{er} septembre 1939, le supplément colonial afférent au traitement brut de l'emploi occupé, ainsi que les divers avantages et accessoires de solde attribués aux fonctionnaires en activité de service ».

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, dont les dispositions auront effet pour compter du 1^{er} décembre 1939.

Fait à Paris, le 13 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

ARRÊTÉ n° 530 a.g.f., promulguant dans la colonie le décret du 14 février 1940 qui a approuvé le budget des Etablissements français de l'Océanie pour l'exercice 1940 et modifiant l'arrêté n° 1195 a.g.f. du 9 décembre 1939.

(Du 13 juin 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la circulaire ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels ;

Vu l'arrêté n° 4195 a.g.f., du 9 décembre 1939 rendant provisoirement exécutoire le budget local des Etablissements français de l'Océanie,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

Le décret du 14 février 1940 qui a approuvé le budget local de la colonie pour l'exercice 1940 (J. O. R. F. du 17-2-40, page 4219),

Art. 2. — En conséquence, les articles 1^{er} et 3 de l'arrêté n° 1195 a.g.f. du 9 décembre 1939 ci-dessus visé, sont modifiés comme suit :

Article 1^{er}. — Est rendu provisoirement exécutoire en attendant son approbation par décret le budget local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1940, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : *Vingt six millions deux cent vingt six mille francs* (26.226.000 frs) conformément aux tableaux A et B ci-annexés.

Article 2. — Des crédits sont ouverts pour le budget local de l'exercice 1940 jusqu'à concurrence de la somme de : *Vingt six millions deux cent vingt six mille francs* (26.226.000 frs).

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

TABIEAU A. — Recettes du service local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1940.

Nature des recettes	Prévisions
SECTION 1^{re}. — Recettes ordinaires.	
Chapitre 1 ^{er} . — Impôts perçus sur rôles.....	2.115.000 »
— 2. — Contributions perçues sur liquidations.....	10.748.000 »
— 3. — Produits des exploitations industrielles.....	2.194.100 »
— 4. — Produits perçus sur ordres de recettes.....	3.527.900 »
— 5. — Prélèvements ordinaires sur la caisse de réserve.....	»
— 6. — Recettes des exercices antérieurs.	700.000 »
— 7. — Recettes d'ordre.....	»
SECTION 2. — Recettes extraordinaires.	
Chapitre 8. — Recettes extraordinaires.....	4.881.000 »
— 9. — Prélèvements exceptionnels sur la caisse de réserve.....	2.060.000 »
Total général des recettes...	26.226.000 »

Arrêté en conseil privé dans ses séances des 4 septembre 1939 et 29 février 1940, le présent budget des Recettes du service local des Etablissements français de l'Océanie, s'élevant à la somme de : *Vingt-six millions deux cent vingt-six mille francs.*

Le Gouverneur,
CHASTENET DE GÉRY.

TABIEAU B. — Dépenses du service local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1940.

Nature des dépenses	Crédits alloués
SECTION 1^{re}. — Dépenses ordinaires.	
Chapitre 1 ^{er} . — Dettes exigibles.....	479.550 »
— 2. — Gouvernement : Dépenses de personnel.....	410.080 »
— 3. — Gouvernement : Dépenses de matériel.....	269.320 »
— 4. — Service d'administration générale : Dépenses de personnel..	2.673.860 »
— 5. — Service d'administration générale : Dépenses de matériel...	486.360 »
— 6. — Services financiers : Dépenses de personnel.....	1.109.710 »
— 7. — Services financiers : Dépenses de matériel.....	101.280 »
— 8. — Dépenses des exploitations industrielles : Dépenses de personnel.	2.026.500 »
— 9. — Dépenses des exploitations industrielles : Salaires d'ouvriers, main-d'œuvre.....	879.470 »
— 10. — Dépenses des exploitations industrielles : Dépenses de matériel.	3.384.600 »
— 11. — Services d'intérêt social et économique : Dépenses de personnel.	4.003.690 »
— 12. — Services d'intérêt social et économique : Dépenses de matériel.	1.961.370 »
— 13. — Dépenses diverses : Personnel..	11.000 »
— 14. — Dépenses diverses : Matériel....	1.124.750 »
— 15. — Fonds secrets.....	3.000 »
— 16. — Dépenses imprévues.....	360.460 »
— 17. — Dépenses d'ordre.....	»
SECTION 2. — Dépenses extraordinaires.	
Chapitre 18. — Dépenses extraordinaires.....	6.941.000 »
Total général des dépenses..	26.226.000 »

Arrêté en conseil privé dans ses séances des 4 septembre 1939 et 29 février 1940, le présent budget des Dépenses du service local des Etablissements français de l'Océanie, s'élevant à la somme de : *Vingt-six millions deux cent vingt-six mille francs.*

Le Gouverneur,
CHASTENET DE GÉRY.

DÉCRET relatif au conditionnement des cafés coloniaux.

(Du 20 février 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre des colonies ;
Vu le décret du 10 janvier 1940 déterminant les conditions d'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Le décret susvisé du 10 janvier 1940, réglementant l'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies, entrera en application à l'expiration du délai d'un an comptant de la date de sa publication au *Journal officiel*.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Extension aux colonies du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux significations d'oppositions et de cessions.**RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Paris, le 20 février 1940.

Monsieur le Président,

Le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 a disposé que, pendant la durée des hostilités, et par dérogation à la loi du 12 juillet 1905, toute opposition ou cession signifiée aux comptables de deniers publics et aux préposés de la caisse des dépôts et consignations ne pourra être retirée que le sixième jour à compter du jour du dépôt.

Nous avons estimé qu'il y aurait intérêt à étendre cette mesure aux territoires relevant du ministère des colonies afin d'assurer l'unité de réglementation en la matière avec la métropole.

Tel est l'objet du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 20 février 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances ;

Vu la loi du 12 juillet 1905 concernant la signification d'oppositions et de cessions faites entre les mains de comptables de deniers publics et des préposés de la caisse des dépôts et consignations ;

Vu le décret du 12 janvier 1907 qui a étendu aux colonies les dispositions de la loi susvisée du 12 juillet 1905 ;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 qui modifie, pendant la durée des hostilités la loi du 12 juillet 1905,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939 portant modification de la loi du 12 juillet 1905 concernant les significations d'oppositions et de cessions faites entre les mains des comptables de deniers publics et des préposés de la caisse des dépôts et consignations sont rendues applicables aux territoires relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* de chacune des colonies et territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 20 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET relatif aux significations d'oppositions et de cessions faites entre les mains des comptables de deniers publics et des préposés de la caisse des dépôts et consignations.

(Du 1^{er} septembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et du ministre des finances,

Vu la loi du 12 juillet 1905 concernant les significations d'oppositions et de cessions faites entre les mains des comptables de deniers publics et aux préposés de la caisse des dépôts et consignations ;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Pendant la durée des hostilités et par dérogation à l'article unique de la loi du 12 juillet 1905, toute opposition ou cession signifiée au conservateur des oppositions au ministère des finances à un comptable de deniers publics ou à un préposé de la caisse des dépôts et consignations ne pourra être retirée que le sixième jour à compter du jour du dépôt lequel sera compris dans le délai. Le visa sera daté de ce sixième jour.

Art. 2. — La responsabilité des agents désignés dans l'article 1^{er} ne pourra être mise en jeu lorsque l'inexécution d'une opposition ou d'une cession, ou le retard apporté à leur

application, proviendront d'un cas de force majeure ou d'une cause fortuite résultant de l'état de guerre.

Art. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL modifiant l'arrêté du 30 novembre 1939, précisant les opérations prohibées ou autorisées, applicable aux colonies et territoires africains sous mandat.

(Du 23 février 1940.)

Le ministre des colonies et le ministre des finances,

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or ;

Vu le décret du même jour rendant applicable le décret susvisé aux colonies et territoires africains sous mandat français ;

Vu le décret du même jour fixant les conditions d'application du décret susvisé aux colonies et territoires africains sous mandat français, modifié par décret du 29 novembre 1939 ;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français,

ARRÊTENT :

Article unique. — Les dispositions de l'article 6 b de l'arrêté du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Encaissement du montant en devises étrangères de la rémunération de services ou de produits ou revenus de biens à l'étranger, sous réserve de cession des devises à l'office colonial des changes dans un délai de deux mois au maximum à compter du jour de l'encaissement des devises, ou, s'il s'agit de coupons ou arrérages, dans un délai d'un mois à compter du jour de l'encaissement des devises, celui-ci devant être effectué au plus tard trois mois après la date de la mise en paiement ou du détachement. »

Fait à Paris, le 23 février 1940.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

DÉCRET relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques.

(Du 28 février 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par décret du 20 janvier 1940;

Vu le décret du même jour rendant applicable ledit décret aux colonies et territoires africains sous mandat;

Vu le décret fixant les conditions d'application dudit décret;

Vu le décret fixant les conditions d'application dudit décret dans les colonies et territoires africains sous mandat;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 réglementant l'importation des marchandises de toute origine et de toute provenance et l'arrêté fixant les conditions d'application dudit décret;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre du commerce, du ministre des travaux publics et du ministre des colonies,

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — L'importation de marchandises originaires et en provenance des pays figurant sur la liste annexée (1) au présent décret est exempte des formalités prévues au titre I^{er} du décret du 9 septembre 1939 relatif au règlement des importations et exportations en temps de guerre.

Art. 2. — L'importation des marchandises visées à l'article précédent donne lieu obligatoirement à la remise par l'importateur à un intermédiaire agréé, préalablement à l'entrée des marchandises, d'une déclaration précisant le mode et les conditions de règlement : paiement en sterling, paiement en francs, ou importation sans paiement.

L'importateur doit fournir toutes justifications jugées utiles sur le montant des moyens de paiement délivrés ou utilisés, ainsi que sur l'origine, la provenance et le prix des marchandises. Il est tenu de rapporter à l'office des changes les devises délivrées dont l'emploi ne serait pas justifié. Il est responsable, vis-à-vis de l'office des changes, de tout versement de francs au profit d'une personne ne résidant pas en France qui ne serait pas justifié.

Par sterling, au sens du présent décret, on entend la livre sterling et les monnaies locales des pays visés à l'article 1^{er} ci-dessus.

Art. 3. — Les frais accessoires en sterling des exportations de marchandises, originaires de France, à destination des pays visés à l'article 1^{er} ci-dessus, sont réglés sur remise par l'exportateur à un intermédiaire agréé d'une demande présentée sur formule conforme à l'annexe n° 1 de l'arrêté du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées, établissant le montant de ces frais et portant référence à la déclaration d'exportation.

L'exportateur est tenu de fournir toutes justifications jugées utiles sur le montant des moyens de paiement délivrés ou utilisés. Il est tenu de rapporter à l'office des changes les devises délivrées dont l'emploi ne serait pas justifié. Il est

responsable vis-à-vis de l'office des changes de tout versement de francs au profit d'une personne ne résidant pas en France qui ne serait pas justifié.

Art. 4. — Le présent décret est applicable à l'Algérie, aux colonies et aux territoires africains sous mandat, à l'exception des établissements français de l'Inde.

Art. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le ministre du commerce, le ministre des travaux publics, le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,
ALBERT SARRAUT.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre du commerce,
FERNAND GENTIN.

Le ministre des travaux publics,
A. DE MONZIE.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

(1) Voir liste au J.O.R.F. du 29 février 1940, page 1488.

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques dans les colonies et territoires africains sous mandat.

(Du 28 février 1940.)

LE MINISTRE DES COLONIES ET LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du même jour rendant applicable ledit décret aux colonies et territoires africains sous mandat;

Vu le décret du même jour fixant les conditions d'application dudit décret aux colonies et territoires africains sous mandat français;

Vu le décret du 28 février 1940 relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat français;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1939 relatif aux intermédiaires applicable aux colonies et territoires africains sous mandat,

ARRÊTENT :

Article 1^{er}. — L'arrêté du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat français est modifié comme suit :

« Art. 1^{er}. — Dans le présent arrêté, on entend par : « Pays

de monnaie sterling », les pays visés à l'article 1^{er} du décret du 28 février 1940 relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques.

« Art. 4, alinéa c modifié. — Achat de devises étrangères à l'office colonial des changes pour des motifs autres que ceux prévus à l'article 5, alinéas a, b, c et à l'article 6, alinéa a ci-dessous, ou versement de francs à un compte étranger en francs pour des motifs autres que ceux prévus à l'article 5, alinéas a et b et à l'article 6, alinéa a ci-dessous.

« Art. 5, alinéa h. — Remplacer : « aux alinéas a et b de l'article 6 ci-dessous », par : « aux alinéas a bis et b de l'article 6 ci-dessous ».

« Art. 5, alinéa i. — Remplacer : « aux alinéas a et b de l'article 6 ci-dessous », par : « aux alinéas a bis et b de l'article 6 ci-dessous ».

« Art. 6, alinéa a nouveau. — Achat de devises étrangères à l'office colonial des changes ou versement de francs à un compte étranger en francs pour un règlement afférent aux échanges commerciaux entre les colonies et territoires africains sous mandat (à l'exception des établissements français de l'Inde) et un pays de monnaie sterling. Les conditions dans lesquelles les devises ainsi que les attestations de versement des francs sont demandées, les formalités à accomplir et les justifications à produire sont déterminées par le décret du 28 février 1940 relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques.

« Art. 6, alinéa a ancien. — Remplacer : « alinéa a » par : « alinéa a bis ».

« Art. 6, alinéa d. — Remplacer : « aux alinéas a et b ci-dessus » par : « aux alinéas a bis et b ci-dessus ».

« Art. 9, alinéa c, 2^e, modifié. — Sous réserve de la production des justifications prévues, ou des formalités prescrites, les sommes en francs visées à l'article 5, alinéas a et b, à l'article 6, alinéa a, et à l'alinéa a du présent article ».

Art. 2. — L'arrêté du 30 novembre 1939 relatif aux intermédiaires est complété comme suit :

« Art. 3. —

« 2^e (nouveau). — Pour toutes importations de marchandises originaires et en provenance d'un pays de monnaie sterling, une déclaration préalable de l'importateur précisant le mode et les conditions du règlement ; pour toutes exportations de marchandises originaires des colonies et territoires africains sous mandat (à l'exception des établissements français de l'Inde) à destination d'un pays de monnaie sterling, comportant des frais accessoires payables en sterling, à la charge de l'exportateur, une demande conforme à l'annexe n° 1 de l'arrêté du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées ;

« 2^e (ancien). — Remplacer : « alinéa 2^e », par : « alinéa 2^e bis ».

« Art. 9 bis (nouveau). — Chaque intermédiaire agréé transmet le jour même, à l'office colonial des changes, sous pli distinct, les déclarations qui lui ont été remises par les importateurs de marchandises originaires et en provenance de pays de monnaie sterling, ainsi que les demandes de sterling pour règlement de frais accessoires, présentées par les exportateurs de marchandises à destination de pays de monnaie sterling ».

Fait à Paris, le 28 février 1940.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

DÉCRET approuvant une délibération du conseil privé des Etablissements français d'Océanie relative à l'octroi de mer.

(Du 28 février 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 6 de la loi du 11 janvier 1892 portant établissement du tarif général des douanes ;

Vu le décret du 11 mars 1897 fixant le mode d'assiette, de perception et de répartition des droits d'octroi de mer dans les établissements français de l'Océanie, et le décret du 21 juin 1921 autorisant une perception supplémentaire de 2 décimes par franc ;

Vu la délibération en date du 28 septembre 1939 du conseil privé des établissements français de l'Océanie, tendant à exonérer des droits d'octroi de mer les insecticides destinés à l'agriculture ;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Est approuvée, en ce qui concerne l'assiette, la délibération susvisée et ci-annexée du conseil privé des établissements français de l'Océanie en date du 28 septembre 1939, tendant à exonérer des droits d'octroi de mer les insecticides destinés à l'agriculture.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la colonie et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 28 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET relatif au régime douanier des insecticides destinés à l'agriculture dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 29 février 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies,

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial ensemble les décrets des 2 juillet 1928 et 12 juin 1931 qui en ont fixé les modalités d'application ;

Vu la délibération en date du 28 septembre 1939 du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie publiée sous forme d'avis au *Journal officiel* de la République française du 29 décembre 1939 et relative au régime douanier des insecticides destinés à l'agriculture ;

Vu les avis du ministre des finances, du ministre du commerce, du ministre de l'agriculture,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Est approuvée la délibération en date du 28 septembre 1939 du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie tendant à modifier le droit de douane applicable dans cette colonie aux insecticides étrangers destinés à l'agriculture.

Art. 2. — En conséquence le tarif des droits de douane des Etablissements français de l'Océanie est modifié ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION des produits.	UNITÉ sur lesquelles portent les droits.	TAUX du droit.
Insecticides destinés à l'agricul- ture.....	<i>Ad valorem.</i>	p. 100. 20

Art. 3. — Dans ce nouveau droit ne sont pas compris les deux décimes et demi par franc prévus par le décret du 5 juillet 1921.

Art. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 29 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat (colonies).

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 4 mars 1940.

Monsieur le Président,

L'article 82 (§ 5) du code pénal, modifié par le décret-loi du 29 juillet 1939, portant codification de la législation relative aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, dispose que « sera coupable d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, tout Français, ou tout étranger, qui séjournera, au mépris d'une interdiction édictée par décret, dans un rayon déterminé autour des ouvrages fortifiés ou des établissements militaires ou maritimes ».

Le décret-loi du 4 octobre 1939 a déterminé les conditions d'application de cette mesure dans la métropole et l'Algérie-Tunisie.

Il apparaît indispensable et urgent d'étendre l'application des dispositions susvisées à l'ensemble des territoires relevant du département des colonies.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature, si toutefois vous en approuvez la teneur.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre de
la défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

GEORGES BONNET.

Le ministre de la marine,

C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,

GUY LA CHAMBRE.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 4 mars 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, des ministres de la marine, de l'air, des colonies,

Vu le décret-loi du 29 juillet 1939, portant codification des dispositions relatives aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — En temps de guerre, les commandants supérieurs, les commandants de la marine et les commandants de l'air peuvent créer, dans les territoires relevant du ministère des colonies, autour des ouvrages fortifiés, des ouvrages d'art importants et des établissements militaires ou maritimes, des zones de protection, dont il leur appartient de préciser le périmètre.

Dans les agglomérations, cette zone sera fixée après accord avec le gouverneur général, gouverneur, commissaire de la République ou administrateur.

Art. 2. — L'autorité militaire ou maritime peut interdire à toute personne, dont la présence lui paraît contraire aux intérêts de la défense nationale, de séjourner dans les zones de protection ainsi définies.

Art. 3. — Quiconque demeurera ou s'introduira dans une zone dont le séjour lui aura été interdit par une notification préalable de l'autorité militaire ou maritime dans les conditions prévues à l'article 2 du présent décret, sera justiciable des tribunaux militaires ou maritimes et puni des peines portées à l'article 83 du code pénal.

Art. 4. — L'exécution immédiate du présent décret est ordonnée.

Art. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, les ministres de la marine, de l'air et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux Journaux officiels des colonies et aux Bulletins officiels des ministères de la guerre et des colonies.

Fait à Paris, le 4 mars 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

GEORGES BONNET.

Le ministre de la marine,

C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,

GUY LA CHAMBRE.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Application à plusieurs territoires et colonies du décret du 29 novembre 1939, modifiant l'article 310 du code civil.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 6 mars 1940.

Monsieur le Président.

Il nous est apparu opportun de rendre applicables aux colonies et territoires relevant du ministère des colonies, autres que les Antilles et la Réunion, les dispositions du décret-loi du 29 novembre 1939 modifiant, à titre temporaire, l'article 310 du code civil, en réduisant à une année le délai prévu pour la conversion du jugement de séparation de corps en jugement de divorce. Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction, répond à cette préoccupation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

GEORGES BONNET.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 6 mars 1940).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1858;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun, confirmé à la France par la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu le décret-loi du 29 novembre 1939 modifiant, à titre temporaire, l'article 310 du code civil,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 29 novembre 1939 modifiant, à titre temporaire, l'article 310 du code civil, sont déclarées applicables aux colonies et territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion.

Art. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux Journaux officiels de la République française et des colonies intéressées et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 6 mars 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

GEORGES BONNET.

DÉCRET modifiant à titre temporaire l'article 310 du code civil.

(Du 29 novembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — A titre temporaire, tant pour les jugements rendus au cours des hostilités que pour ceux rendus antérieurement au 2 septembre 1939, le délai prévu par l'article 310 du code civil pour la conversion du jugement de séparation de corps en jugement de divorce est réduit à une année.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Fait à Paris, le 29 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

GEORGES BONNET.

DÉCRET relatif à l'application aux colonies et territoires africains sous mandat du décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

(Du 9 mars 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par décret du 20 janvier 1940.

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français le décret du même jour prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par décret du 20 janvier 1940;

Vu le décret du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français du décret du même jour prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, modifié par décret du 29 novembre 1939;

Vu le décret du 20 janvier 1940 rendant applicables aux colonies et territoires africains sous mandat français les dispositions du décret du même jour modifiant certaines dispositions du décret du 9 septembre 1939;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies,

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions de l'alinéa 2^o de l'article 1^{er} du décret du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français du décret du même jour prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« 2^o Le fait de laisser en dehors de la France, des colonies et des territoires africains sous mandat ou de conserver en devises ou monnaies étrangères tout ou partie du produit de l'exportation des marchandises ou de la rémunération de services, ainsi que tout ou partie de tous produits ou revenus à l'étranger. »

Art. 2. — Les dispositions de l'alinéa 2^o de l'article 6 du décret précité sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« 2^o S'il s'agit de personnes résidant dans la colonie ou le territoire africain sous mandat, sur présentation de leur passeport, visé, s'il y a lieu, par l'autorité compétente, et dans la mesure où les demandes présentées sont compatibles avec leur situation personnelle, sans que, toutefois, les montants autorisés puissent dépasser 25.000 fr. par personne au départ. Elles peuvent, en cas de séjour prolongé et sous réserve des mêmes justifications, être autorisées à recevoir ultérieurement des sommes supplémentaires, sans que celles-ci puissent dépasser :

« a) 20.000 fr. par mois de séjour dans les pays de monnaie sterling : sont considérés comme tels, pour l'application de la présente disposition, les pays de l'empire britannique (à l'exception du Canada, de Terre-Neuve et de Hong-Kong), l'Égypte, le Soudan anglo égyptien et l'Irak ;

« b) 10.000 fr. par mois de séjour dans les autres pays étrangers.

« Pour toutes sommes supérieures, une décision du ministre des colonies est nécessaire. »

Art. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 mars 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

LOI tendant à abroger, dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, les décrets-lois ayant institué des réductions de 10 p. 100 sur les prix des baux et locations et les intérêts de certaines créances hypothécaires et privilégiées.

(Du 20 mars 1940).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Les décrets-lois ci-après sont abrogés :

1^o Décret du 8 août 1935 portant réduction de 10 p. 100 des loyers et du montant des intérêts des dettes hypothécaires dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies ;

2^o Décret du 21 septembre 1935, portant réduction de 10 p. 100 du montant des intérêts de certaines dettes privilégiées dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies ;

3^o Décret du 23 octobre 1935, portant réduction, dans diverses colonies, de 10 pour 100 du montant du prix des baux à ferme ;

4^o Décret du 30 octobre 1935, portant réduction, dans diverses colonies, de 10 p. 100 des loyers des locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

Art. 2. — Cette abrogation prendra effet, dans chaque territoire, à compter du jour où la présente loi y sera promulguée.

Art. 3. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République française et aux *Journaux officiels* des territoires relevant du ministère des colonies, autres que les Antilles, la Réunion et la Guyane française.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 mars 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

GEORGES BONNET.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 525 a.g.f., approuvant le budget supplémentaire de la commune de Païete pour l'exercice 1940.

(Du 13 juin 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 8 mars 1879 organisant la Commune de Nouméa,

rendu applicable à la Commune de Papeete, par décret du 20 mai 1890 ;

Vu l'article 336 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le procès-verbal de la délibération du Conseil municipal de Papeete en date du 15 mai 1940 ;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances ;

Le conseil privé entendu le 12 juin 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé le budget supplémentaire de l'exercice 1940 de la commune de Papeete arrêté tant en recettes qu'en dépenses à la somme de : *Neuf cent quatre-vingt-six mille deux cent trente trois francs quarante neuf centimes* (986.233 fr. 49).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 526 a.g.f., portant attribution d'une subvention en faveur du comité d'aide et assistance aux mobilisés de la colonie constitué dans la métropole.

(Du 13 juin 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le télégramme n° 49 du 3 mars 1940 du Ministre des colonies ;

Vu la délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières dans sa séance du 27 mai 1940 ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 12 juin 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Une subvention de : *Dix mille francs* (10.000 fr.) est accordée au comité d'aide et assistance aux mobilisés de la colonie, constitué dans la métropole.

Art. 2. — Cette dépense sera mandatée pour le compte de la colonie sur la provision métropolitaine et imputée au chapitre 14 de l'exercice 1940.

Art. 3. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 530 bis c., instituant un comité d'action chargé dans la colonie de recueillir toutes souscriptions volontaires destinées aux besoins de la Défense Nationale.

(Du 15 juin 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Il est institué dans les Etablissements français de l'Océanie un comité chargé d'ouvrir une souscription publique en faveur de la Défense Nationale, composé de :

MM. le Gouverneur Chastenet de Géry,	Président ;
le Capitaine de Corvette Grange Commandant de la Défense,	Vice-Président ;
G. Bambridge, Président de la Commission permanente des Délégations économiques et financières,	Vice-Président ;
E. Martin, Conseiller privé,	Assesseur ;
Brault, Président de la Section locale de l'Union Nationale des Combattants,	"
Liauzun, Trésorier-Payeur des Etablissements français de l'Océanie,	Trésorier ;
Brunet, Chef du service de l'administration générale et des finances,	Secrétaire ;

Art. 2. — Les dons en argent et les souscriptions volontaires seront recueillis pour le compte du Comité par telles personnalités ou tels groupements qu'il désignera, ou directement par les caisses publiques de la colonie.

Le produit en sera centralisé par la Trésorerie de Papeete qui constatera la recette au compte « Opérations de la Caisse Autonome de la Défense Nationale » et sera transmis en France à la diligence du Comité.

Art. 3. — Le Trésorier-Payeur de la colonie, sera chargé, en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions de la présente décision.

Papeete, le 15 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 531 c. portant mutation des infirmiers Coulon et Lanteires

(Du 17 juin 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1068 a.g.f. du 29 octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local et les textes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté n° 82 a.g.f. du 27 janvier 1939 organisant le cadre des infirmiers, infirmières et sages-femmes et créant des cours pour ces professions, notamment son article 1^{er}, paragraphe 2 ;

Vu l'arrêté n° 488 c. du 13 juillet 1934 portant règlement sur le régime des déplacements des fonctionnaires et agents, modifié en dernier lieu par l'arrêté n° 327 a.g.f. du 16 avril 1939 ;

Vu les propositions contenues dans le rapport de tournée du médecin-capitaine Mille aux îles Tuamotu en février-avril 1940 ;

Vu la lettre n° 485 du 14 mai 1940 de M. le Chef de la circonscription administrative des Tuamotu-Gambier ;

Sur la proposition du chef du service de santé,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — L'infirmier de 4^e classe Coulon, Pierre, actuellement en service à Apataki (Tuamotu) est rappelé au centre médical de Papeete, pour stage de réimprégnation.

Art. 2. — L'infirmier principal de 4^e classe Lanteires Etienne, actuellement en service à l'Hôpital de Papeete, est désigné pour continuer ses services aux îles Tuamotu - assistance mobile des

îles Tatakoto, Nukutavake, Vahitahi, Pukarua. Il devra, en principe, séjourner trois mois dans chacune de ces îles, par an.

Il s'embarquera, pour sa nouvelle affectation, à la première occasion maritime.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 17 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 535 a.p.e., réglementant la circulation des lianes de vanille dans les divers archipels des Établissements français de l'Océanie autres que Tahiti et Moorea.

(Du 18 juin 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 4 mars 1902 réglementant l'achat, le transport et la vente de la vanille à Tahiti ;

Vu le décret du 2 novembre 1910 réglementant la cueillette et la préparation de la vanille dans la colonie ;

Vu l'arrêté du 29 mars 1926 réglementant la cueillette, le transport, la préparation de la vanille pour les archipels de la colonie autres que Tahiti et Moorea ;

Considérant que ce dernier texte est muet en ce qui concerne la circulation des lianes de vanille dans les dits archipels et qu'il est devenu nécessaire de compléter dans ce sens la réglementation existante, en s'inspirant des dispositions du décret sus-visé du 4 mars 1902 ;

Sur la proposition du chef du service des affaires politiques et économiques,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Quiconque voudra transporter des lianes de vanille, soit pour la circulation intérieure, soit pour l'expédition sur d'autres îles, devra être porteur d'un permis à cet effet délivré par l'Administrateur-Maire, s'il s'agit de la commune mixte d'Uturoa, ou par les chefs de district ou de vallée, selon le cas, le dit permis indiquant le nombre des lianes faisant l'objet du transport, leur lieu de provenance, les noms, prénoms et domicile de l'expéditeur, du transporteur et du destinataire.

Art. 2. — Les transports devront être effectués de jour, sauf mention du contraire portée au permis d'expédition.

Art. 3. — Les infractions au présent arrêté seront punies des peines de simple police.

Art. 4. — Les lianes transportées en contravention seront, ainsi que les moyens de transport, saisis en garantie de l'amende.

Art. 5. — Tous les agents de la force publique ou des contributions assermentés ainsi que les chefs de circonscription et de district ont qualité pour constater les infractions aux dispositions qui précèdent.

Art. 6. — Le chef du service judiciaire et le chef du service des affaires politiques et économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 536 c., nommant le Médecin-Capitaine de Curtou, chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent, administrateur-maire de la commune mixte d'Uturoa.

(Du 18 juin 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 17 décembre 1932 créant la commune mixte de Uturoa et notamment l'article 3 ;

Vu la décision n° 481 s. du 3 juin 1940 désignant le Médecin-capitaine de Curtou, actuellement en service au centre médical de Papeete, pour continuer ses services aux îles Sous-le-Vent, en remplacement du Médecin-commandant Perrin, rapatriable en fin de séjour ;

Vu la prise de services, en date du 15 juin 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est nommé administrateur-maire de la commune mixte d'Uturoa, île Raiatea, le Médecin-capitaine des troupes coloniales de Curtou (Emile) chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent, pour compter de sa prise de commandement de cet archipel.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 538 t., fixant la date de mise en recouvrement des rôles principaux de : propriétés bâties, patentes, 10 % de la Chambre de Commerce, taxe sur les asiatiques, voitures, chiens, 10 % de la Commune de Papeete, taxes sur les armes, chiens de la Commune de Papeete, émis au titre de l'exercice 1940.

(Du 18 juin 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 10 août 1928, article 3, ajoutant un article 160 bis au décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Sur la proposition du Trésorier-Payeur,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La date de mise en recouvrement des rôles principaux de : propriétés bâties, patentes, 10 % de la Chambre de Commerce, taxe sur les asiatiques, voitures, chiens, 10 % de la Commune de Papeete, taxe sur les armes, chiens (Commune de Papeete) districts de Tahiti et de l'île de Moorea, émis au titre de l'exercice 1940 est fixée au premier juin mil neuf cent quarante.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 18 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 545 a.g.f., portant ouverture des délégations économiques et financières en session ordinaire pour l'année 1940 et fixant la durée de cette session.

(Du 21 juin 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1932, instituant les délégations économiques et financières dans la colonie ;

Vu les décrets des 17 mai 1933, 6 novembre 1935 et 10 juin 1938, modifiant le décret du 1^{er} octobre 1932 ;

Vu le décret du 13 octobre 1932 instituant un conseil privé dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Sur le rapport du chef du service d'administration générale et des finances ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 20 juin 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les délégations économiques et financières se réuniront en session ordinaire, le lundi 19 août 1940 à 8 heures du matin dans une des salles de l'ancienne caserne d'Infanterie.

Art. 2. — La date de la clôture de cette session est fixée au plus tard au 7 septembre 1940.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 547 a. g. f., portant rectification des décisions de reclassement d'agents auxiliaires.

(Du 22 juin 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a. g. f. du 27 janvier 1939 fixant le statut du personnel auxiliaire ;

Vu les actes de naissance de certains agents auxiliaires,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Les décisions suivantes portant reclassement d'agents auxiliaires sont rectifiées comme suit :

Décision n° 1203 a. g. f. du 12-12-39 (liste n° 2) :

M. Hoffmann (César, Teihotuonatieva) au lieu de Hoffmann (Théodore, Teihotuonatieva).

Décision n° 1261 a. g. f. du 27-12-39 (liste n° 3) :

M. Pubetini (Telahanuaitapi) au lieu de Tetaanu (Ataipi Pakoka)

M. Teikikailouao (Tahui) au lieu de Raihon (Jean)

M. Tanoa (Ouhoei) au lieu de Tetuaeinui (Ouhoei)

M. Kaimuko (Teiheitope, Alfred) au lieu de Teiheitope (Kaimuko).

Décision n° 11 a. g. f. du 5-1-40 (liste n° 1) :

M^{lle} Xavier (Rongataponu, Mailuri) au lieu de M^{lle} Rongataponu (Mailuri)

M. Pakaiti (Arakiko) au lieu de Roapainoa (François).

M. Tenuhe (Ata, Aneterea) au lieu de Estali (Tenuhe)

M. Pere (Teiva, Ferdinand) au lieu de Teiva (Ferdinand)

M. Harry (Williams, Marere) au lieu de Harrys (J. Timi)

M. Tasia (Tahukariki, Tahaia) au lieu de Tahaia (Tahuka)

M. Pahoto (Teariki, Pahoto) au lieu de Pahoto (Pahoto)

M. Teaka (Antoine) au lieu de Teaba (Taha, Antoine)

M. Rata (Aibert, Raphaël Nui) au lieu de Rata (Nui)

Décision n° 248 a. g. f. du 26-3-40 (liste n° 7) :

M. Rogatama (Tagatu) au lieu de Rongotama (Tangata),

M. Terai (Teuia, Puariitahi) au lieu de Tahitorai (Teuia, Puariitahi).

M. Tuaroa (Tekuarere) au lieu de Tuaroa (Iotefa, Tekuarere)

M. Maihiti (Martin) au lieu de Maihiti (Tahuka).

M. Mahana (Taiahou, Nuupure a Teriimana) au lieu de Sue (Nohorai)

M. Mahagafanau (Taneteihokurapai) au lieu de Tetohu, Pai, Tane.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 22 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 551 a. g. f., allouant des subventions à divers organismes de la colonie.

(Du 24 juin 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 19 juin 1938 sur le contrôle des subventions accordées aux sociétés privées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies ;

Vu les prévisions budgétaires ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Il est accordé, à titre de subvention, sur les fonds du budget local de l'exercice en cours ;

Vingt cinq mille francs (25.000 fr.) à la chambre d'agriculture des Etablissements français de l'Océanie, payables sur les crédits du chapitre 10 ;

Quinze mille francs (15.000 fr.) à la musique locale « Harmonie Tahitienne », payables sur les crédits du chapitre 14.

Art. 2. — Ces subventions seront mandatées, moitié sans délai, moitié dès que les possibilités budgétaires le permettront.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 24 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 552 a. p. e., concernant la déclaration des stocks entreposés hors des magasins.

(Du 24 juin 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 18 août 1868 portant organisation de l'administration de la justice dans les Etablissements français de l'Océanie et notamment l'article 8 dudit décret visant la procédure de publication d'urgence ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi dans les colonies notamment son article 10 ;

Vu l'arrêté n° 306 a. p. e. du 11 avril 1940 concernant la détention et la mise en vente des marchandises ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 24 juin 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Tout dépositaire, commissionnaire, entrepositaire ou vendeur de toutes marchandises à Tahiti ou Moorea est tenu de faire une déclaration par écrit des produits, denrées ou objets entreposés hors de son magasin de vente au détail avant le 27 juin 1940 à 17 heures au service de surveillance des prix (face à la caserne).

Art. 2. — Toute modification dans la composition des stoks visés à l'article 1^{er} devra être immédiatement portée à la connaissance du fonctionnaire chargé de la surveillance des prix.

Art. 3. — Tout dépôt non déclaré dans les délais indiqués sera considéré comme clandestin constitué en vue d'une spéculation illicite et pourra faire l'objet d'une saisie en vue de la vente aux enchères publiques pour le compte du commerçant délinquant à ses frais, risques et périls.

Art. 4. — La vente sera effectuée par le service des Domaines. Il sera perçu au profit de la colonie et à la charge du commerçant poursuivi un droit de 12 % sur le montant des ventes effectuées. Cette sanction sera appliquée sans préjudice des peines réglementaires.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 553 c., chargeant M. Pomel, adjoint technique principal de 4^e classe des Travaux Publics, de la surveillance des prix et ordonnant qu'il soit assermenté pour constater les infractions aux règlements en vigueur.

(Du 24 juin 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 852 c. du 19 août 1939 affectant M. Pomel au service local des Travaux Publics ;

Vu l'article 2, alinéa 3, du décret du 25 août 1937 relatif à la répression de la hausse des prix dans les colonies ;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Par application des dispositions de l'article 2, alinéa 3, du décret du 25 août 1937, M. Pomel Robert, adjoint technique principal de 4^e classe des Travaux Publics, est chargé de recevoir toutes plaintes et de relever toutes contraventions relatives à la hausse des prix des produits et denrées.

Art. 2. — M. Pomel prêtera le serment requis par la loi devant le Tribunal de première instance de Papeete.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 24 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 554 co., portant annulation d'une liquidation émise au titre de la taxe sur les armes, année 1939, pour une somme de trente francs.

(Du 24 juin 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 27 août 1931 réglementant le régime des armes et des munitions dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 830 d. du 26 octobre 1931 fixant la quotité et les règles de perceptions des taxes relatives à la détention, à la cession et au magasinage des armes ;

Vu l'arrêté n° 67 du 22 janvier 1932 portant règlement de la liquidation et du recouvrement des impôts indirects autres que les droits de douane et octroi de mer ;

Vu le rapport du chef du service des contributions ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 24 juin 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est annulée comme indûment imposée la liquidation suivante :

n° 30 -exercice 1939- Bodin Henri... 30.-

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 juin 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 555 a.g.f., déterminant et affectant le montant des recettes effectuées par la commune mixte d'Uturoa en vertu du décret-loi du 16 juillet 1935.

(Du 24 juin 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement de 10% sur les dépenses publiques ;

Vu l'article 2 paragraphe 4 du décret du 8 août 1935 sur les modalités d'application dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat français relevant du ministère des colonies du décret précité du 16 juillet 1935 ;

Vu l'arrêté n° 817 a.g.f. du 29 juillet 1938 portant affectation des recettes effectuées par la commune mixte d'Uturoa en 1935, 1936 et 1937 en vertu du décret-loi du 16 juillet 1935 ;

Vu l'arrêté n° 835 a.g.f. du 27 août 1939 portant affectation des recettes effectuées au même titre en 1938 ;

Vu le procès-verbal de la séance tenue par la commission municipale d'Uturoa le 31 mai 1940 ;

Sur le rapport du chef du service d'administration générale et des finances ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 24 juin 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'ensemble des disponibilités budgétaires de la commune mixte d'Uturoa résultant des opérations effectuées en vertu du décret-loi du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement de 10% sur les dépenses publiques (années 1935 à 1939) est arrêté à la somme de : *Deux mille six cent soixante treize francs six centimes* (2.673 fr 06) se décomposant comme suit :

Reliquat des opérations effectuées au titre	
des années 1935, 1936 et 1937.....	1.011 56
Produit des prélèvements effectués en 1938...	751 50
en 1939...	910 »
Total.....	2.673 06

Art. 2. — La somme de : *Deux mille six cent soixante treize francs six centimes* (2.673 fr 06) expliquée ci-dessus est affectée aux travaux

d'aménagement du cimetière d'Uturoa. Elle sera prise en charge au chapitre 3 article unique du budget municipal (Recettes extraordinaires).

Art. 3. — Les arrêtés n° 817 a.g.f. du 29 juillet 1938 et 835 a.g.f. du 27 août 1939 sont abrogés.

Art. 4. Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 juin 1940.
CHASTENET DE GÉRY.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES.

1. — *Par décision n° 532 du 17 juin 1940.* — M^{lle} Gérard (Henriette), agent auxiliaire au service d'administration générale et des finances, est affectée provisoirement au Trésor en remplacement de M^{me} Bouno en congé.

* * *

AFFAIRES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES.

1. — *Par décision n° 537 du 19 juin 1940.* — M. Tinirau Ebb, juge au Tribunal de 1^{re} instance indigène de Tahaa est désigné comme juge ad hoc, au Tribunal de 1^{re} instance indigène de Raiatea en remplacement de M. Tahimanarii Temarii, juge titulaire dudit Tribunal, pour juger les sieurs Tahimanarii Enile, et Teheura a Teheura, inculpés de « jeux d'argent ».

M. Tinirau Ebb aura droit à la vacation de 20 francs prévue à l'arrêté du 28 septembre 1938 fixant les salaires des juges des tribunaux indigènes des îles Sous le Vent.

AVIS OFFICIEL

Souscription pour élever un monument au Roi Pomare V.

District de (Mahina-Haapape).

Liste n° 50.....	607 »
Vente d'insignes.....	133 »
Total.....	740 »

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Étude de M^e A. RICHECŒUR, Défenseur à Papeete.

VENTE

Sur saisie immobilière.

Il sera procédé, le VENDREDI 26 JUILLET 1940, à huit heures et demie du matin en l'audience des saisies immobilières du Tribunal civil de Première Instance de Papeete, séant au Palais de Justice à l'adjudication au plus offrant

et dernier enchérisseur, d'une parcelle de la terre "TETIARAMOARI", d'une superficie de 1 hectare 79 ares 90 centiares ci-après désignée.

Cet immeuble a été saisi à la requête de MM. Auguste VERO, propriétaire demeurant à Papeete, Tabiarii a VERO, Chauffeur demeurant à Papeete, Adolphe VERO, propriétaire demeurant à Makatea;

Ayant pour Avocat-Défenseur M^e RICHECŒUR,

SUR :

M. Georges BULLARD, employé demeurant à Papeete.

Par procès-verbal de M^e ASSAUD huissier à Papeete en date du 4 avril 1940 visé le même jour, enregistré le 5 avril 1940 et transcrit après dénonciation au saisissant au bureau des hypothèques de Papeete le 20 avril 1940 vol. 11 n° 86.

DÉSIGNATION DE LA PARCELLE DE TERRE A VENDRE :

La parcelle de terre "TETIARAMOARI", d'une superficie de 1 hectare 79 ares 90 centiares est sise à Papeete, limitée par la vallée de Sainte-Amélie sur laquelle elle mesure 104^m, par la propriété de M^{me} V^{ve} BULLARD et J. REY, sur lesquelles elle mesure 218^m, 41^m, 49^m20 et 18^m50 et par le lot n° 2 de la même terre sur lequel elle mesure 290^m et 76^m.

Cette parcelle de terre est plantée de cocotiers en rapport On y trouve également des arbres fruitiers (manguiers avocats et maïore).

Il est déclaré, conformément aux dispositions de l'article 696 du Code de Procédure Civile, que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur l'immeuble saisi pour raison d'hypothèques légales devront requérir cette inscription avant la transcription du Jugement d'adjudication.

Mise à prix :

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix fixée par les créanciers poursuivants, de CINQ MILLE FRANCS.. 5.000 »

Le cahier des charges pour parvenir à cette vente a été déposé au greffe des Tribunaux de Papeete conformément à la loi.

Fait et rédigé par M^e A. RICHECŒUR, Défenseur poursuivant à Papeete, le 25 Juin 1940.

A. RICHECŒUR, Défenseur.

Étude de M^e A. RICHECŒUR, Défenseur à Papeete.

D'un jugement rendu par défaut par le Tribunal civil de première instance de Papeete (Tahiti), le 2 février 1940, enregistré et signifié.

Au profit de Madame Elizabeth AMIOT, sans profession, demeurant à Papeete;

Contre Monsieur Alphonse HORT, demeurant à Papeete;

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux à la requête et au profit de l'épouse.

Pour extrait :

A. RICHECŒUR, Défenseur.